

Concours Cassin 2018-Réponses aux questions des équipes

Paragraphe 1

1 Quel est le contenu de la réserve sur l'article 2 Protocole n° 7 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

Le Gouvernement de la Ricardie interprète le paragraphe 1 de l'article 2 comme signifiant que le droit accordé à toute personne déclarée coupable d'une infraction pénale de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité ou la condamnation ne s'applique qu'aux déclarations de culpabilité ou aux condamnations rendues en première instance par les tribunaux qui sont conformément au droit Ricardien, chargés de rendre la justice pénale, exception faite de la Haute Cour de Ricardie établie par la loi n° 69/69 du 13 mars 1969.

2 La réserve posée par la Ricardie est-elle compatible avec l'objet et le but de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

A débattre.

3 La Haute Cour de Ricardie constitue t-elle une juridiction pénale?

Oui

4 Quel est le texte de la réserve formulée par la Ricardie?

Voir réponse 1.

5 De quelle manière est formulée la réserve émise par la Ricardie à l'article 2 du Protocole n°7 ?

Voir réponse 1.

6 Quel est le contenu de la réserve formulée par la Ricardie à l'article 2 du protocole n°7 ?

Voir réponse 1.

7 Lors du dépôt de la réserve à l'article 2 du protocole n°7 de la Convention Européenne des droits de l'Homme, un résumé justificatif a-t-il été déposé par la Ricardie ?

Oui.

8 Quels sont les termes de la réserve émise par la Ricardie à l'article 2 du protocole n°7 ?

Voir réponse 1.

9 Quel est le libellé exact de la réserve à l'article 2 du protocole n°7 formulée par la Ricardie ?

Voir réponse 1.

10 Est-ce que la Ricardie est un Etat membre de l'Union européenne ?

Elle est engagée dans un processus de sortie de l'Union européenne.

11 La Ricardie a-t-elle, lors du dépôt de sa réserve à l'article 2 du protocole 7, joint à la réserve un bref exposé de la législation nationale dont l'incompatibilité avec ledit article justifie l'adoption de cette réserve ?

Voir réponse 7.

12 La Ricardie a-t-elle ratifié la Convention Européenne sur la Nationalité de 1997 ?

Elle l'a signée mais ne l'a pas encore ratifiée.

13 Existe-t-il une loi antérieure à la ratification de la Convention par la Ricardie prévoyant explicitement l'absence de recours contre les décisions de la Haute Cour ricardienne ?

Oui, la loi n° 69/69 du 13 mars 1969.

14 La Ricardie est-elle partie au PIDCP ?

Oui.

15 La réserve à l'article 2 du protocole 7 de la Convention européenne des droits de l'homme a-t-elle été formulée par la Ricardie uniquement concernant l'absence, en droit national, de recours contre les décisions de la Haute Cour ?

Voir réponse 1.

Paragraphe 3

16 Quels sont les supérieurs hiérarchiques de John Matrix ?

Sans intérêt pour le cas.

17 Athéna Daiffisel était-elle soumise au secret défense ?

Une personne ne peut être soumise au secret défense. Seuls les documents et les lieux peuvent être soumis au secret défense.

18 Le contrat de travail d'Athena en qualité de membre du cabinet ministériel relève-t-il de la fonction publique ?

Voir le cas.

19 Quels rapports entretenaient Athena Daiffisel et John Matrix sur le plan personnel avant les divulgations d'Athena Daiffisel à la presse ?

Sans intérêt pour le cas.

20 Existait-t-il, au moment des faits, une procédure interne de lancement d'alerte au sein du ministère de la Défense applicable à Athena ?

Elle peut saisir le chef de cabinet du Ministre.

21 de quel statut juridique le contrat de travail d'Athéna Daiffisel relève-t-il (droit public ou droit privé) ?

Elle est contractuelle de droit public.

22 quels sont les liens unissant la requérante et l'Etat de Ricardie (famille, double-nationalité, biens mobiliers/immobiliers) ?

Question multiple.

23 En sa qualité de collaboratrice de cabinet, quelles sont les conditions d'emploi d'Athéna (type de contrat, durée, rémunération, droits et obligations, habilitation secret défense, ...) ?

Question multiple.

24 Les allégations d'organisations non gouvernementales concernant l'assassinat à l'étranger ont-elles donné lieu à une enquête interne par les autorités de la Ricardie ?

Voir le cas.

25 Les fonctions qu'occupait Athéna au sein du cabinet ministériel peuvent-elles être assimilées à celles d'un haut fonctionnaire ?

Il n'y a pas de petits fonctionnaires en Ricardie.

26 D'autres personnes au sein du cabinet du ministre de la Défense avaient-elles déjà manifesté leur désaccord auprès du ministre de la Défense quant aux pratiques d'assassinats ciblés ?

Cette information est classifiée Secret défense.

27 Existe t-il en Ricardie un organe indépendant auquel se référer avant toutes divulgations d'informations sensibles ?

Voir réponse 20.

Paragraphe 4

28 Athéna a-t-elle reçu une contrepartie pour avoir fourni les informations à Annick Réculy ?

Non.

29 Ces documents classifiés étaient-ils portés à la connaissance du Ministre de la Justice ?

Non.

30 Athéna avait-elle signifié à sa hiérarchie l'illégalité des ordres d'exécution ?

Voir le cas.

31 La Ricardie a-t-elle adopté une loi sur la déclassification des documents ?

Oui.

32 Au-delà des informations concernant directement les exécutions, les rapports fournis par Athena contenaient-ils des données sur le renseignement ricardien ?

Voir le cas.

33 la mission attribuée à Athéna DAIFFISEL lui permettait-elle l'accès aux documents classifiés ?

Oui.

34 Les documents, faits et informations révélés par Athéna relevaient-ils, selon le Droit ricardien, de la Sécurité Nationale ?

Oui.

35 De quelle année datent les assassinats ciblés ?

Ils sont relativement récents.

36 Le statut d'Athéna lui permet-elle une accréditation suffisante pour accéder aux documents classifiés ?

Voir réponse 33.

37 Depuis combien de temps Athéna avait-elle connaissance du contenu des documents concernant les assassinats ciblés?

Plusieurs mois.

Paragraphe 5

38 L'article « Les mains ensanglantées de John Matrix » présentait-il l'entier des documents fournis par Athena Daiffisel ?

Non, uniquement des extraits.

39 Annick a-t-elle reproduit dans son article l'intégralité des documents transmis par Athéna?

Voir réponse 38.

Paragraphe 6

40 à quelles conclusions les Présidents de chambre du Parlement siégeant à la Haute-Cour ont-ils abouti concernant la requérante dans le cadre de l'enquête parlementaire ?

L'enquête n'est pas terminée.

41 Quelles sont les conclusions de l'enquête parlementaire menée ?

Voir réponse 40.

42 Quelle a été la conclusion de l'enquête parlementaire ?

Voir réponse 40.

43 L'enquête parlementaire a-t-elle été utilisée dans le cadre du procès de Madame Daiffisel ?

Voir réponse 40.

44 L'enquête parlementaire porte-t-elle sur Athéna ?

Non.

Paragraphe 7

45 Quel est le régime juridique encadrant les documents classés secret défense ?

La violation du Secret défense relève du droit pénal.

46 Le Procureur général de Gypeg a-t-il convoqué John Matrix dans le cadre de l'enquête ouverte sur les allégations d'assassinats ?

Cela ne relève pas de son office.

47 A quel moment de la procédure entre sa convocation au siège de la Brigade et son interrogatoire par le juge d'instruction Annick a-t-elle effectivement eu la possibilité d'être assistée par un avocat ?

Dès le début.

48 d'autres personnes ont-elles eu accès aux échanges entre Annick Reculyer et le juge Tageff ?

Le Greffier.

Paragraphe 8

49 Des proches d'Annick souhaitent-ils introduire une requête en sa faveur ?

Non.

50 Quel organe s'est occupé de mener l'enquête sur la mort d'Annick?

La Brigade de Sécurité nationale.

51 Quels actes d'enquête ont été effectués dans l'enquête sur la mort d'Annick Réculy ?

Actes habituels.

52 quelles ont été les occupations d'Annick Reculyer entre son audition et son accident ?

Elle a plié son parachute.

53 Le juge d'instruction ricardien bénéficie-t-il d'une indépendance vis-à-vis du gouvernement ?

L'indépendance de la magistrature est garantie par la Constiution.

Paragraphe 9

54 L'article «Athena exécute John Matrix» suit-il une approche journalistique factuelle ou d'opinion?

Question multiple.

55 Dans quelle mesure l'Etat intervient-il dans le financement et/ou le fonctionnement du « plus grand quotidien du pays » ayant publié l'article intitulé « Athéna exécute John Matrix ».

Question multiple.

56 À la suite de sa publication « Athéna exécute John Matrix », le quotidien a-t-il été poursuivi pour atteinte à la présomption d'innocence ?

Sans intérêt pour le cas.

Paragraphe 10

57 Quelles sont les dispositions légales ricardiennes concernant l'infraction de haute trahison?

Article 222-13 du Code Pénal de Ricardie.

58 Le licenciement était-il prévu par l'ordre juridique de la Ricardie ?

Oui.

59 La divulgation de documents classifiés constitue-t-elle un élément constitutif de l'infraction de haute trahison tel que prévu par le code pénal ricardien?

Oui, c'est un des éléments constitutifs de l'infraction de Haute trahison.

60 quel était le salaire d'Athéna Daiffisel avant son licenciement ?

4500 euros mensuel.

61 Quelle peine est normalement encourue en Ricardie pour crime de haute trahison ?

30 ans de réclusion et 450 000 euros d'amende.

Paragraphe 11

62 En droit ricardien, est-ce que les collaborateurs ministériels, bien que ne relevant pas de la fonction publique, sont soumis aux mêmes obligations que les fonctionnaires ?

Non, pas à toutes.

63 La déchéance de nationalité est-elle prévue par le droit ricardien ?

Oui.

64 En tant que collaboratrice ministérielle, Athéna est-elle rattachée à la fonction publique ou au secteur privé ?

Voir le cas.

65 Suite à la déclaration d'incompétence du tribunal administratif en ce qui concerne son licenciement, Athéna a-t-elle saisi un autre juge compétent au niveau interne ?

Voir le cas.

66 Existe-t-il une loi relative au statut des lanceurs d'alerte applicable au secteur public ?

Voir le cas.

67 La Ricardie a-t-elle légalement exclu aux fonctionnaires ministériels l'accès à un tribunal ?

Non.

68 Existe-t-il une autre instance compétente pour contester le licenciement d'Athéna ?

Oui.

69 Quel est le statut juridique applicable à l'emploi occupé par Athéna Daiffisel au sein du ministère de la défense ?

Voir réponse 21.

70 Quel est le statut professionnel d'Athéna Daiffisel, au vu du raisonnement adopté par les juridictions ricardienne l'écartant à la fois du secteur privé et du statut de la fonction publique?

Voir réponse 21.

71 En sa qualité de collaboratrice ministérielle, Athéna relève-t-elle du secteur de la fonction publique ou du secteur privé ?

Voir réponse 64.

72 Quelle est la conclusion du tribunal administratif en ce qui concerne le statut d'Athéna (fonctionnaire ou privé) ?

Voir le cas.

73 Existe-t-il une juridiction ricardienne chargée de trancher les conflits de compétence entre juge administratif et juge judiciaire ?

Oui.

74 Aux termes de la législation ricardienne, les collaborateurs ministériels relèvent-ils d'un statut de droit public ou de droit privé ?

Voir réponse 64.

75 La loi du 9 novembre 2015 exclut-elle expressément les agents de la fonction publique de son champ d'application ?

A débattre.

76 La collaboratrice ministérielle ne relève, selon le Tribunal Administratif ni du statut de fonctionnaire public, ni du statut de salariée du privé. Quel est donc son statut ?

Voir réponse 21.

77 Quel est le contenu de la loi du 9 novembre 2015 sur les lanceurs d’alerte ?

La loi définit la notion de lanceur d’alerte, instaure un régime de protection et établit les procédures applicables.

78 Existe-t-il une autorité étatique spécifiquement compétente pour connaître des cas de lanceurs d’alerte en Ricardie

Non.

79 Quel est exactement le régime de protection prévu par la loi ricardienne du 9 septembre 2015 sur la protection des lanceurs d’alerte ?

Voir réponse 77.

80 Quelle est la définition de lanceur d’alerte selon la loi du 9 novembre 2015 ?

« Le lanceur d'alerte est une personne signalant un fait illicite ou des risques d'atteinte à l'intérêt général dont il a pris connaissance dans l'exercice de ses fonctions »

81 Existe-t-il en Ricardie un Tribunal compétent pour connaître des litiges relevant du licenciement des collaborateurs ministériels ?

Voir réponse 68.

82 La Ricardie dispose-t-elle d’un degré de juridiction administrative d’appel ?

Oui, sauf compétences matérielles.

Paragraphe 12

83 La Vérolie est-elle partie à la Convention Européenne des Droits de l’Homme ?

Oui.

84 Athèna a t-elle effectuée des démarches pour obtenir la nationalité Vérolienne ?

Non.

Paragraphe 13

85 Par quelle autorité a été menée l’enquête contre Athèna pour haute trahison ?

Le juge d’instruction.

86 Les déclarations d’Annick sont-elles l’unique preuve appuyant la condamnation d’Athena?

Non.

87 -Y a-t-il eu une instruction à charge et à décharge lors de l'affaire relative à Athéna Daiffisel devant la Haute-Cour ?

Oui.

88 Qui est à l'origine de l'ouverture de l'enquête ayant débouché sur la saisine de la Haute-Cour de Justice ?

Voir le cas.

89 Quel(s) élément(s) de preuve détenu(s) par les autorités et juridictions ricardiennes leur ont permis de reconnaître la culpabilité d'Athéna?

Question multiple.

Paragraphe 14

90 Quelles sont les dispositions légales ricardiennes concernant la publicité du procès pénal?

Article 51 du Code Pénal.

91 Quelles sont les bases légales relatives à la Haute Cour ?

La loi n° 69/69 du 13 mars 1969.

92 Au sein de la Haute Cour de la Ricardie, y avait-il un ou plusieurs juges bénéficiant d'une voix prépondérante dans la prise de décision ?

Les décisions de la Haute Cour sont prises à l'unanimité.

93 Les affaires déférées à la Haute Cour de la Ricardie sont-elles systématiquement traitées à huis-clos ou ce huis-clos a-t-il été décidé spécifiquement dans le cadre du procès d'Athéna Daiffisel ?

Question multiple.

94 Comment est décidé la composition de la Haute Cour ?

La loi n° 69/69 du 13 mars 1969 fixe la composition de la Haute Cour.

95 Au sein de la Haute-Cour, qui tranche en cas de partage des voix au moment du délibéré ?

Voir réponse 92.

96 comment les membres de la Haute-Cour sont-ils nommés et pour combien de temps ?

Question multiple.

97 Comment sont libellées les dispositions juridiques ricardiennes pertinentes relatives au fonctionnement/office de la Haute Cour ?

Question multiple.

98 Quels sont les statuts de la Haute Cour ?

Législatifs.

99 Quel type de réglementation définit la composition de la Haute Cour en Ricardie ?

Voir réponse 94.

100 Que prévoient précisément les dispositions ricardiennes relatives au statut de la Haute Cour ?

C'est une juridiction d'exception.

101 quelles sont les attributions du ministre de la justice quant au ministère public ?

Le Ministère public est indépendant.

102 Des membres de la Haute Cour sont-ils hiérarchiquement subordonnés à un dépositaire d'un autre pouvoir ?

A débattre.

103 Les membres de la Haute Cour peuvent-ils faire l'objet d'une récusation ?

Non.

104 L'un des deux présidents des chambres du Parlement ricardien qui siègent au sein de la Haute Cour a-t-il participé à l'adoption de la loi de protection des lanceurs d'alerte du 9 novembre 2015 ?

Sans intérêt pour le cas.

Paragraphe 15

105 Madame Daiffisel est-elle soumise aux règles applicables au secteur public ?

Voir réponse 62.

106 Madame Daiffisel est-elle soumise à des obligations découlant de son statut de collaboratrice ministérielle ?

Oui.

107 Athena avait-elle réellement eu la possibilité de consulter ses supérieurs au sujet des allégations contre la Ricardie ?

A débattre.

108 Quelle est précisément la disposition légale sur laquelle se fonde l'infraction de haute trahison ?

Voir réponse 57.

109 Existe-t-il au sein des cabinets ministériels des moyens pour contester des actes potentiellement illégaux ?

Voir réponse 20.

110 A défaut d'avoir pu saisir son supérieur hiérarchique, existe-t-il une autorité indépendante vers laquelle Athéna Daiffisel aurait pu se retourner pour dénoncer les agissements illicites de l'État ?

Voir réponse 27.

111 Existe-il une procédure de signalement d'actes répréhensibles au sein du gouvernement pour les collaborateurs ministériels ?

Voir réponse 20.

112 Quelle est la définition, en droit interne ricardien, du crime de haute trahison ?

Atteinte grave aux intérêts de l'Etat, à la sécurité intérieure et à la bonne marche des relations diplomatiques de la Ricardie.

113 Selon quels documents Athéna est-elle liée par une obligation de confidentialité au sein du ministère de la Défense ?

Son contrat de travail.

114 Existe-t-il une base normative pour l'obligation du respect du secret étatique ?

Oui.

115 La peine prononcée par la Haute-Cour à l'encontre d'Athéna Daiffisel est elle prévue par un texte à valeur normative en Ricardie ?

Oui.

116 Comment la Haute trahison est-elle définie dans la législation ricardienne ?

Voir réponse 112.

117 Quelle sont les dispositions légales internes justifiant l'ingérence à la liberté d'expression de la requérante ?

Article 222-13 du Code pénal.

118 Existe-t-il une définition de la haute trahison dans un texte de loi ou un règlement de la Ricardie ?

Oui.

119 Que dispose la loi de protection des lanceurs d'alerte du 9 novembre 2015 ?

Voir réponse 77.

120 Les collaborateurs ministériels peuvent-ils être poursuivis pour haute trahison au sens du code pénal ricardien ?

Voir le cas.

121 Quelle est la majorité requise à la prise de décision de la Haute Cour ?

Voir réponse 92.

Paragraphe 16

122 Quelles sont les dispositions légales ricaridiennes concernant la procédure de la grâce ?

Article 1235 de la Constitution.

123 Quelles étaient les obligations légales imposées à Athèna dans l'exercice de ses fonctions ?

Notamment : Discrétion, réserve, loyauté.

124 Les collaborateurs ministériels sont-ils tenus, en droit ricardien, à une obligation de secret professionnel concernant les documents, faits et informations dont ils ont eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ?

A débattre.

Paragraphe 17

125 La "dernière décision" rendue par les juridictions ricardiennes est-elle la décision rendue en dernier ressort ou la dernière décision en date ?

Dernier ressort.

126 Quelles sont les dispositions légales ricaridiennes concernant la déchéance de nationalité ?

La loi 1664 du 16 septembre 1935.

127 Sur quelle base légale se fonde le décret de déchéance de la nationalité ?

Voir réponse 126.

128 Existe-t-il un recours juridictionnel interne possible contre la décision des juridictions ricardiennes du 29 août 2017 ?

Voir réponse 125.

129 Dans le cas où la réponse à la question 3 serait oui, quelle est la juridiction qui peut être saisie ?

Voir réponse 128.

130 Sur quel fondement juridique le décret de déchéance de nationalité a-t-il été pris ?

Voir réponse 126.

131 Athèna possède-t-elle d'une autre nationalité que celle de la Ricardie ?

Non.

132 Le recours contre le décret de déchéance de nationalité a-t-il nécessité une procédure spécifique ?

Non.

133 Est-ce que légalement, en Ricardie, des faits constitutifs de haute trahison peuvent impliquer une déchéance de nationalité?

Oui.

134 Est-ce que la Vérolie est partie à la Convention relative au statut des apatrides de 1954 ?

Oui.

135 Athena Daiffisel a-t-elle une autre nationalité que la nationalité ricardienne ?

Voir réponse 131.

136 Quelles situations justifient, en droit interne ricardien, la mise en oeuvre d'un décret de déchéance de nationalité?

La condamnation pour haute trahison, notamment.

137 Existe-t-il un encadrement normatif pour la déchéance de nationalité en Ricardie ?

Voir réponse 126.

138 Quelle est la situation familiale d'Athéna ?

Elle a eu un compagnon qui l'a brutalement quittée à l'ouverture de la procédure pénale. Sa tante l'a soutenu financièrement pendant cette affaire.

139 La collaboratrice est frappée de déchéance de nationalité, quels sont les régimes de la nationalité en Ricardie et en Vérolie (octroi et retrait) ?

Question multiple.

140 La Ricardie a-t-elle ratifié la Convention européenne du 6 novembre 1997 sur la nationalité ?

Voir réponse 12.

141 Quelle disposition précise du droit ricardien prévoit la déchéance de nationalité ?

Voir réponse 126.

142 Est-ce que les conditions de la déchéance de nationalité sont établies par un texte législatif ou réglementaire en Ricardie ?

Voir réponse 126.

143 Athena a-t-elle une nationalité d'un Etat autre que la Ricardie ?

Voir réponse 131.

144 Quel est l'énoncé précis et complet de la base légale sur laquelle est fondé le décret de déchéance de nationalité adopté par le ministre de l'Intérieur à l'encontre d'Athéna ?

Tout national condamné pour les faits suivants peut être déchu de sa nationalité : crime de haute trahison, condamnation pour crime ou délit constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ou acte de terrorisme, soustraction aux obligations résultant du code du service militaire de 3 ans, actes au profit d'un Etat étranger et préjudiciables aux intérêts de la Ricardie.

145 Athena jouit-elle d'une vie familiale, au sens de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, en Ricardie ?

Voir réponse 138.

146 De quelle source juridique le ministre de l'Intérieur tire-t-il sa compétence pour prendre un décret de déchéance de Nationalité ?

Voir réponse 126.

147 La déchéance de nationalité est-elle une mesure prévue par le droit Ricardien ?

Voir réponse 126.

148 La Ricardie est-elle signataire de la Convention européenne sur la nationalité du 6 novembre 1997 ?

Voir réponse 12.

149 Quelle est la nature de la norme prévoyant la déchéance de nationalité pour motif de Haute trahison ?

Voir réponse 126.

150 La Ricardie a-t-elle ratifié la Convention européenne sur la nationalité n°166 du 6 novembre 1997 ?

Voir réponse 12.

151 Quels sont les critères établis par le droit interne ricardien quant à l'adoption d'un décret de déchéance de nationalité par le ministre de l'Intérieur ?

Voir réponse 144.

152 Athena a-t-elle des proches résidant sur le territoire de la Ricardie ?

Voir réponse 138

153 La Ricardie a-t-elle ratifié la Convention des Nations-Unies de 1954 relative au statut des apatrides ?

Non.

Plusieurs paragraphes

11 & 15

154 Quelle est la formulation utilisée par la loi de protection des lanceurs d'alerte adoptée le 9 novembre 2015 en ce qui concerne son domaine d'application ?

La loi a vocation à s'appliquer aux salariés du secteur privé.

11,15 & 17

155 Quels moyens juridiques a soulevé Athéna devant les juridictions internes ?

Voir le cas

14 & 15

156 Quel a été le rôle du ministre de la justice ricardien dans la décision de la Haute Cour ?

Les membres de la Haute Cour ont tous le même rôle.

3 & 11

157 Le statut de collaborateur ministériel en Ricardie se rattache-t-il au secteur public ?

Voir réponse 64.

3 & 15

158 Quelle était la fonction d'Athena au sein du Cabinet du Ministre de la Défense John Matrix?

Collaboratrice ministérielle.

3,11 & 16

159 quel est le statut des collaborateurs ministériels en Ricardie ?

Voir réponse 21.

3,11,15 & 16

160 Quel est l'exact statut juridique de la fonction exercée par Athéna au sein du cabinet ministériel ?

Voir réponse 21.

4 & 12

161 La Vérolie, la Gaffetie et la Wallinie sont-ils Etats partis à la Convention européenne des droits de l'homme ?

Question multiple.

4 & 7

162 Quel a été l'impact sur le contexte national de l'annonce des assassinats de Querito Dimlennig, Julieta Nerveri et Rémy Tochresphim et des suites données aux enquêtes ouvertes sur leurs commanditaires ?

Question multiple.

7 & 8

163 L'audition d'Annick a-t-elle suivi la procédure réglementaire ricardienne de mise en examen?

Oui.

7 & 8

164 Annick a-t-elle bénéficié des garanties procédurales durant ses aveux ?

Oui.

Sans paragraphe

165 Est-ce que la Ricardie a ratifié la Convention de Vienne de 23/05/1969 ?

Irrecevable

166 Combien de temps s'est écoulé entre la convocation au siège de la brigade de sécurité nationale et la présentation au Juge d'Instruction ?

Irrecevable

167 Annick a-t-elle finalement été mise en examen ?

Irrecevable

168 Est-ce qu'Annick a encore une famille ?

Irrecevable

169 Il est indiqué que la Ricardie n'a pas ratifié la Convention pour la réduction des cas d'apatridie, mais l'a-t-elle signée ?

Irrecevable

170 Est-ce que la Ricardie est un Etat contractant à la Convention Européenne sur la citoyenneté ?

Irrecevable

171 Est-ce que la Ricardie est un Etat contractant à la Déclaration universelle des droits de l'homme ?

Irrecevable

172 Quel est le contenu de la loi nationale du 9 novembre 2015 ?

Irrecevable

173 Est-ce que la Vérolie est un Etat contractant à la Convention Européenne de droits de l'homme ?

Irrecevable

174 Quel est le contenu de la loi nationale qui sert de base légale à la formulation de la réserve à l'article 2 du Protocol 7 ?

Irrecevable

175 Y a-t-il un texte dans la loi ricardienne qui encadre la déchéance de nationalité?

Irrecevable

176 Dans quelles conditions se sont passées la mise en examen et l'audition d'Annick Réculy?

Irrecevable

177 Quelles sont les modalités de nomination des membres de la Haute Cour et quel rôle leur est attribué?

Irrecevable

178 Quel est le tribunal compétent pour les personnes travaillant dans un cabinet ministériel considérant le flou qui entoure leur statut?

Irrecevable

179 Quel est le statut du Procureur Général?

Irrecevable

180 Est-ce que l'enquête parlementaire et celle ouverte par le Procureur général de Gypeg sont encore en cours? Sinon, quels sont leurs résultats?

Irrecevable

181 En général quels peuvent être les résultats des enquêtes parlementaires en Ricardie?

Irrecevable

182 Est-ce que la Ricardie a ratifié la Convention européenne sur la nationalité du 6 novembre 1997?

Irrecevable